

October 2021 | FR

This page is also available in:

- ES
- BG
- CS
- DA
- EN
- DE
- ET
- EL
- GA
- HR
- IT
- LV
- LT
- HU
- MT
- NL
- PL
- PT
- FI
- RO
- SK
- SL
- SV

Available Languages:

ÉDITORIAL



Un an après le début du nouveau mandat du CESE: une première occasion de faire le point

Un an après le début du nouveau mandat du CESE: une première occasion de faire le point

Nous nous souvenons tous du jour du lancement du nouveau mandat: c'était le 28 octobre 2020, au plus fort de la pandémie, et la plénière devait se tenir en ligne. Tout était surréaliste. L'avenir semblait incertain et personne ne savait quand un vaccin serait disponible, ni comment. Néanmoins, nous sommes parvenus à entamer nos travaux.

La pandémie a entraîné une crise sanitaire mondiale, qui a coûté des millions de vies, et la crise économique actuelle que nous nous efforçons de surmonter. Dans ces circonstances dramatiques, l'Union européenne a eu la force et la détermination nécessaires pour agir très rapidement et prendre des mesures sans précédent. Dans le domaine de la santé, l'achat de fournitures médicales et d'équipements de protection, et les mesures prises concernant les vaccins ont permis de soutenir nos services nationaux de santé. Dans le domaine économique et financier, l'Union a déployé des mesures d'urgence et octroyé des financements sans précédent, notamment dans le cadre de l'instrument SURE de soutien à l'atténuation des risques de chômage, de NextGenerationEU et du plan de relance pour l'Europe.

En outre, l'année dernière a été marquée par une recrudescence des phénomènes liés au changement climatique: incendies en France, en Italie et en Grèce, inondations en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, et fonte des glaciers au Groenland. L'environnement ressemble au corps humain: il envoie des signaux sans équivoque sur son état de santé. La société est désormais sensibilisée à ces questions et plus consciente qu'auparavant, et les jeunes sont des acteurs clés de ces batailles, notammment dans le cadre du mouvement «Fridays for Future», qui appelle les responsables politiques à prendre des mesures concrètes et en temps utile pour garantir un avenir à la planète. Avec le pacte vert, la Commission européenne a donné un nouvel élan à sa politique environnementale: nous sommes sur la bonne voie.

Ces derniers mois ont été marqués par le lancement de la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui constitue pour les citoyens une formidable occasion d'avoir leur mot à dire sur la future configuration de l'Union européenne.

Le CESE est extrêmement actif sur chacune de ces questions. Ainsi, il a émis et transmis aux autres institutions des avis et des déclarations sur l'union de la santé, NextGenerationEU, le pacte

vert pour l'Europe et le socle européen des droits sociaux. Les citoyens, les travailleurs, les entrepreneurs et la société civile organisée dans son ensemble ont voix au chapitre et cette voix doit être entendue.

In September, President von der Leyen invited the Italian Paralympic champion Bebe Vio to her State of the Union address: a young woman who has fought against and overcome all manner of adversity since childhood. Les mots qu'elle a employés pour lui rendre hommage devraient tous nous inciter, et notamment la jeune génération, à construire une Union européenne de la solidarité et de la diversité: «Si cela semble impossible, alors on peut le faire».

Giulia Barbucci, vice-présidente du CESE

À VOS AGENDAS

27 et 28 octobre 2021, Bruxelles

Forum européen sur la migration – 6e réunion

Du 31 octobre au 12 novembre 2021, Glasgow

COP 26 – Conférence des Nations unies sur les changements climatiques

18 et 19 novembre 2021, Lisbonne

Séminaire «Connecter l'UE»

8 et 9 décembre 2021, Bruxelles

Session plénière du CESE

Cérémonie de remise du prix de la société civile 2021 du CESE

DROIT AU BUT!

TO THE POINT

Droit au but!

Bienvenue dans notre nouvelle rubrique «Droit au but», dans laquelle nous interrogeons des membres du CESE sur des questions européennes, avis ou événements importants qui ont une incidence sur la vie quotidienne dans l'Union. Nous donnons aujourd'hui la parole à Andrej Zorko, auteur de l'avis sur «Les principales composantes d'un emploi durable et de qualité pendant et après la reprise», demandé par la présidence slovène et adopté lors de la session plénière du CESE de septembre.

Andrej Zorko va droit au but et nous explique pourquoi le principe de la qualité de l'emploi pour une vie de qualité doit être respecté, dans le contexte de la sortie de la crise de la COVID-19, à tous les stades de la reprise et après. Pourquoi le CESE attache-t-il une telle importance à cette idée et pourquoi estime-t-il qu'elle mérite une attention particulière dans les politiques de l'Union?



Il y a lieu de respecter le principe de la qualité de l'emploi pour une vie de qualité

Par Andrej Zorko (groupe «Travailleurs»), rapporteur de l'avis exploratoire «Les principales composantes d'un emploi durable et de qualité, pendant et après la reprise»

Un emploi de qualité constitue une des composantes essentielles de la qualité de vie. Il y a lieu de respecter à tous les stades le principe de la qualité de l'emploi pour une vie de qualité, s'agissant d'un préalable obligé pour un développement social durable.

En conséquence, le Comité est fermement persuadé que cette question doit recevoir toute l'attention voulue dans le cadre des politiques de l'Union européenne, car elle est appelée à prévenir les risques d'inégalité, de pauvreté, d'exclusion sociale, de dumping social et de concurrence déloyale. De l'avis du CESE, la reprise économique et sociale doivent avancer de concert.

C'est à la lumière des principes du socle européen des droits sociaux et des objectifs de développement durable du programme des Nations unies à l'horizon 2030 qu'il convient de s'attaquer aux problèmes qui se posent pour assurer un travail de qualité. Il convient également de tenir compte des normes internationales de l'OIT pour un travail décent, ainsi que de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le CESE est conscient que la notion d'emploi durable et de qualité se prête à plusieurs interprétations et présente de nombreux tenants et aboutissants, et il fait observer qu'elle se compose de divers éléments, qui influent, de manière directe ou indirecte, sur la qualité de vie de la population, les droits des travailleurs et leur protection sociale.

Assurer des conditions de concurrence équitable pour l'économie européenne, investir dans l'innovation et le développement, prévenir le moins-disant social, encourager la création d'emplois et promouvoir des conditions de travail équitables et des mesures d'incitation appropriées devraient constituer les éléments essentiels des stratégies de l'Union européenne et des États membres et contribuer de manière substantielle à l'amélioration de l'emploi sur le plan qualitatif.

À cet égard, un véritable dialogue social (bipartite et tripartite) est crucial au niveau de l'UE et au niveau national. Nous recommandons de prendre appui sur les thématiques ordinairement discutées dans ce cadre pour l'enrichir d'autres contenus plus stratégiques, axés sur la durabilité et la recherche de solutions. Cette

démarche consisterait entre autres à entreprendre de prévoir les besoins futurs des entreprises et ceux des salariés dotés de compétences et connaissances spécifiques, à mener des activités communes de formation des travailleurs, à assurer une transition équitable vers l'économie numérique et verte, et à réglementer et développer des solutions équilibrées pour le travail sur plates-formes, entre autres grandes thématiques tout aussi importantes du point de vue du développement.

Le CESE fait observer que la facilité pour la reprise et la résilience est dépourvue de lien direct avec les éléments constitutifs d'un emploi de qualité, et il invite dès lors la Commission européenne à la compléter à cet égard. Il conviendrait de ne pas négliger les groupes vulnérables, tels que les travailleurs précaires ou jeunes, qui ont été les plus durement touchés par l'épidémie.

En définitive, il est de la responsabilité de la Commission, des États membres et des partenaires sociaux européens et nationaux d'accorder une attention accrue à l'emploi décent et de qualité et de mettre en œuvre des mesures permettant de garantir son existence et son accessibilité, de concert avec toutes les autres parties prenantes.

UNE QUESTION À …



«Une question à …»

Dans notre rubrique «Une question à …», nous interrogeons des membres du CESE sur une question d'actualité qui nous paraît particulièrement importante.
Pour l'édition d'octobre, nous avons demandé à **Ionuţ Sibian**, vice-président de la section «Relations extérieures» et président du comité de suivi «Balkans occidentaux», de nous livrer ses commentaires sur la future adhésion des pays des Balkans occidentaux.

Le rôle de la société civile consiste à combler le fossé entre la politique et les citoyens

CESE info: «De quelle manière la société civile contribue-t-elle au processus de négociation et d'adhésion future des pays des Balkans occidentaux?

Ionuț Sibian: Le CESE est fermement convaincu que les partenaires sociaux et la société civile organisée doivent jouer un rôle actif dans le processus d'élargissement, en servant de pont entre le monde politique et la population et en contribuant à évaluer si les principes fondamentaux, tels que la liberté d'expression, l'état de droit, l'indépendance des médias, l'égalité de traitement, la lutte contre la corruption et la

prévention des conflits d'intérêts, sont réellement mis en pratique sur le terrain.

Notre Comité a toujours soutenu la participation systématique des organisations de la société civile aux processus de planification, de programmation, de mise en œuvre et de suivi liés aux réformes d'adhésion. Cette participation devrait être un principe qui ne s'applique pas seulement aux gouvernements des Balkans occidentaux et est attendu de ceux-ci, mais qui doit également être respecté par les institutions de l'Union elles-mêmes.

Dans l'avis du CESE intitulé «Renforcer le processus d'adhésion – Une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux» adopté en mars 2021, nous recommandons à la Commission européenne de veiller à ce que la société civile soit davantage reconnue dans le contexte de la nouvelle méthodologie et qu'elle se voie accorder un rôle plus important dans le processus d'élargissement. Cela contribuerait à relever les défis non seulement politiques, mais aussi économiques et sociaux. Pour cette raison, il convient de s'assurer que le développement des capacités des partenaires sociaux et des organisations de la société civile au niveau national, la promotion de la coopération régionale et l'échange d'expertise continuent à figurer parmi les priorités de financement de l'Union européenne.

De plus, dans un souci de contrôler la transparence et la responsabilité des élites politiques dans les Balkans occidentaux, nous invitons l'Union à commander à des organisations de la société civile de la région, à intervalles réguliers, des rapports parallèles sur l'état de la démocratie. Nous avons également demandé à la Commission de veiller à ce que les rapports par pays dans son «paquet élargissement» annuel suivent une structure claire pour analyser la manière dont les gouvernements des Balkans occidentaux traitent avec la société civile, conformément aux Lignes directrices et orientations stratégiques de la DG NEAR relatives au soutien de l'UE à la société civile dans les pays concernés par l'élargissement pour la période 2021-2027. Cela servirait de base à des actions politiques sanctionnant les régressions, tandis que les avancées se traduiraient par des récompenses plus tangibles pour les pays dans le cadre du processus d'élargissement.

Quel est à cet égard le rôle du Forum de la société civile des Balkans occidentaux lancé par le CESE?

Le Forum de la société civile des Balkans occidentaux s'inscrit dans les travaux menés par le CESE dans cette région. Il complète les travaux bilatéraux existants réalisés par le Comité avec les pays candidats dans le cadre des comités consultatifs mixtes de la société civile établis conformément à la base juridique prévue dans le cadre des accords de stabilisation et d'association.

Organisé tous les deux ans depuis 2006, le Forum de la société civile du CESE permet un échange de vues sur la situation actuelle de la société civile dans la région, ses besoins et son évolution future. Il rassemble des organisations de la société civile issues des pays des Balkans occidentaux, des membres du CESE, ainsi que des représentants des conseils économiques et sociaux nationaux et institutions similaires, des institutions européennes et des organisations internationales. Les participants y adoptent des recommandations qu'ils adressent aux pouvoirs publics nationaux et aux institutions européennes. Le forum de cette année, organisé à Skopje les 30 septembre et 1 octobre, s'est tenu juste avant le sommet UE-Balkans occidentaux qui a eu lieu à Brno, en Slovénie, le 6 octobre, et la déclaration finale du forum a pu être distribuée à tous les participants avant le sommet. Les recommandations fournissent en outre des les orientations pour la future collaboration du CESE avec la région.

Ionuț Sibian, président du comité de suivi «Balkans occidentaux»

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

Chaque mois, nous vous invitons à découvrir une personnalité dont le travail et l'engagement sont perçus par d'autres comme une source d'inspiration. Nous avons le plaisir de vous présenter de grandes figures du monde de la culture, de la politique et des sciences dont les activités et la créativité constituent autant d'invitations à la mobilisation et à l'action. Chacune de ces personnalités contribue à façonner la réalité du monde qui nous entoure.

Pour le numéro d'octobre du CESE info, nous avons invité la professeure Caroline Pauwels, rectrice de la Vrije Universiteit Brussel. Elle évoque l'incidence de la pandémie sur les jeunes et l'environnement universitaire, et propose trois enseignements à tirer de cette pandémie qui pourraient influer sur l'avenir des étudiants.

M^{me} Caroline Pauwels a entamé son deuxième mandat de rectrice de la Vrije Universiteit Brussel en septembre 2020. Elle a étudié la philosophie et les sciences de la communication. Elle dirigeait il y a quelques années le département des sciences de la communication, auquel elle est rattachée depuis 1989. Elle a obtenu son doctorat en 1995, en rédigeant une thèse sur la stratégie audiovisuelle de l'Union européenne. Entre 2000 et 2016, M^{me} Caroline Pauwels a dirigé le SMIT, un centre de recherche spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication qui, depuis 2004, fait partie de l'institut iMinds (aujourd'hui intégré à l'institut IMEC). Au sein d'iMinds, elle a dirigé le département «Société numérique», qui associe des groupes de recherche appartenant aux universités de Gand, de Louvain et de Bruxelles. Elle a occupé la chaire Francqui à l'université de Gand de 2012 à 2014. Membre de divers conseils d'administration, elle a siégé comme commissaire du gouvernement auprès de l'organisme de radiodiffusion VRT. M^{me} Caroline Pauwels est également membre de l'Académie royale flamande de Belgique des sciences et des arts. (ehp)



Caroline Pauwels: L'université pendant la pandémie et un an après

Début septembre 2021, avec les recteurs des cinq autres universités fondatrices de notre réseau européen Eutopia, j'ai accueilli à Bruxelles les recteurs de trois nouvelles universités qui rejoignent notre projet. Ces rencontres étaient, pour plusieurs raisons, tout à fait particulières.

Tout d'abord, et peut-être surtout parce que c'était la première fois, depuis de longs mois, que nous pouvions enfin nous réunir à nouveau en personne. Lorsqu'en mars 2020, nous avons dû décider, du jour au lendemain, de poursuivre le travail de l'université en ligne, nous avions sans doute tous espéré que ce ne serait pas pour longtemps, notamment parce qu'aucun d'entre nous n'avait la moindre idée, à l'époque, de la manière dont l'université pourrait continuer à fonctionner en ligne. Mais d'une manière ou d'une autre, nous y sommes parvenus. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, les professeurs ont été formés à l'utilisation de nouveaux moyens d'enseignement en ligne, des protocoles ont été élaborés pour poursuivre le travail essentiel dans les laboratoires et de nouveaux organes de direction temporaires ont été créés pour guider l'université pendant cette période exceptionnelle. Nous avons réussi, grâce au dévouement et à la persévérance inébranlable de nombreuses personnes.

Plusieurs leçons peuvent être tirées de cette période, mais je souhaiterais en mettre trois en avant.

Premièrement, l'inégalité est une réalité, ce qu'a aussi confirmé la crise de la COVID. Dans notre société, les individus ne sont pas égaux face au risque de tomber malade, voire de mourir. Ceux qui vivent dans la pauvreté ou qui sont moins qualifiés, les gens de couleur ou qui sont issus de l'immigration ont été plus durement touchés par cette crise. Nous l'avons également constaté chez nos étudiants. Essayez de suivre des cours en ligne lorsque vous n'avez pas d'ordinateur ou de pièce pour étudier, ou que vous devez les partager avec des frères et sœurs. Essayez de poursuivre vos études alors que vous ne savez pas comment continuer à payer vos factures parce que tous les emplois étudiants ont été supprimés. L'inégalité est une réalité. Et l'inégalité se creuse.

Deuxièmement, la génération actuelle d'étudiants est forte et résiliente. Au cours des dix-huit derniers mois, ils ont fourni un excellent travail, parfois dans un contexte très difficile. Je pense en particulier aux représentants des étudiants. Au cours des dix-huit derniers mois, ils ont effectivement cogéré l'université. Je leur suis tellement reconnaissante pour leur regard neuf, leurs innombrables suggestions inspirantes, et leurs critiques parfois dures, mais justes et toujours constructives.

Troisièmement, bien que nous nous réjouissions de pouvoir revenir à l'université, nous devrions donner une réelle seconde chance à l'apprentissage hybride — à la fois en classe, en ligne et hors les murs. Pendant trop longtemps, notre projet pédagogique a toujours reposé principalement sur l'enseignement *ex cathedra*. Nous devrions laisser davantage de temps et d'espace à l'apprentissage informel et interactif.
L'apprentissage hybride peut contribuer à rendre cette transition possible.
Même avant la COVID, mon université avait entamé ce mouvement vers des formes d'apprentissage mixtes. Grâce au projet weKONEKT.brussels, nous avons mis les étudiants en contact avec la ville, le monde professionnel et les praticiens. Des cours, auxquels les praticiens ont été associés, ont été organisés en divers endroits qui pourraient devenir de futurs lieux de travail, ce qui a permis non seulement d'enrichir l'enseignement, mais aussi de donner aux étudiants une image plus réaliste du marché de l'emploi.

Nous partageons désormais ce modèle avec nos partenaires du réseau Eutopia. C’est à notre avis la voie à suivre pour faire en sorte que nos étudiants, une fois diplômés, soient préparés à l’avenir et aient acquis les aptitudes et les compétences nécessaires pour relever les défis auxquels ils devront faire face ultérieurement.

Caroline Pauwels



Herman van Rompuy: The old poet speaks gently

We are pleased to continue the publication of the series of haikus, under the common title "The old poet speaks gently", offered to us by their author, Herman van Rompuy, former president of the European Council.

Original version of haikus is in French.

***

Summer slowly slips away
To the colours of autumn
The eternal charm

***

Butterflies fly
Without even knowing
In which countries they are

***

The light is still bright
The leaf hanging on the branch
Time slips away slowly



Herman van Rompuy : Le vieux poète parle doucement

Nous sommes heureux de poursuivre la publication de la série de haïkus, sous le titre commun "Le vieux poète parle doucement", que nous a offerts leur auteur, Herman van Rompuy, ancien président du Conseil européen.

***

L'été glisse lentement
Aux couleurs de l'automne
Le charme éternel

***

Les papillons volent
Sans même savoir
Dans quels pays ils sont

***

La lumière est encore vive
Le feuille suspendue à la branche
Le temps glisse lentement

NOUVELLES DU CESE



La cohésion doit être au cœur de l'Europe de l'après-pandémie, ont déclaré Elisa Ferreira, membre de la Commission, et Christa Schweng, présidente du CESE

La politique de cohésion est essentielle à l'élaboration d'une nouvelle vision post-COVID-19 pour l'Union européenne, axée sur la prospérité, l'inclusion et la durabilité environnementale, une vision dont la société civile organisée doit faire partie intégrante. Tel a été le message de Christa Schweng, présidente du CESE, partagé par Elisa Ferreira, commissaire européenne chargée de la cohésion et des réformes, lors de la session plénière de septembre du CESE.

Depuis le début de la crise de la COVID-19, la politique de cohésion a joué un rôle déterminant dans la recherche de solutions d'urgence et, au cours de la période de programmation 2021-2027, il faut continuer à y avoir recours pour relever les défis et combattre les inégalités existant au sein des États membres, des régions, des villes et entre ceux et celles-ci, la situation s'étant aggravée pendant la pandémie.

«La politique de cohésion joue un rôle essentiel pour assurer une reprise équilibrée qui ne laisse personne de côté. Le principe du partenariat avec les organisations de la société civile fait partie de l'ADN de cette politique, et nous souhaitons que ce principe soit étendu à NextGenerationEU et à la mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience. La politique de cohésion devrait également devenir moins bureaucratique, plus numérisée et plus efficace», a déclaré **M^{me} Schweng**.

M^{me} Ferreira a fait observer que la crise de la COVID-19 a exacerbé les inégalités existantes et en a créé d'autres, touchant en particulier les travailleurs en première ligne, les groupes vulnérables comme les personnes âgées et les personnes handicapées, celles disposant d'un accès limité aux services et celles qui

ont le plus pâti du confinement, comme les femmes et les jeunes: «La force de notre Union ne saurait excéder celle de son maillon le plus faible. Combattre et réduire les inégalités est une condition sine qua non d'une Union forte et prospère. L'équité sociale et l'inclusivité doivent être au cœur de notre reprise. Nous ne pouvons résoudre les problèmes sociaux sans combler les inégalités spatiales et régionales. Nous devons tenir compte des endroits où les gens vivent». (mp)



La liberté des médias doit rester en tête de nos priorités

Le **Comité économique et social européen (CESE)** s'associe aux efforts déployés par l'Union européenne pour inverser la tendance préoccupante au déclin des libertés des médias et à la restriction toujours plus grande de l'indépendance journalistique, en raison de la pression croissante exercée par diverses structures de pouvoir et d'activité économique, de la médiocrité des salaires, de la concentration de la propriété des médias ainsi que de la prolifération des fausses informations sur les médias sociaux et autres canaux.

À l'occasion d'un débat avec **Julie Majerczak**, directrice du bureau bruxellois de Reporters sans frontières, et **Ricardo Gutiérrez**, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes, organisé pendant sa session plénière de septembre, le CESE a fait part de ses préoccupations quant aux attaques verbales et physiques dont les journalistes sont de plus en plus souvent la cible, 16 d'entre eux ayant même été tués depuis 2015.

«Des tendances se dessinent en Europe que nous ne pouvons accepter. La liberté et la diversité des médias sont les conditions préalables au bon fonctionnement de la démocratie, nous sommes donc tous concernés. Le journalisme professionnel ne peut en aucun cas être remplacé par des algorithmes, des agrégateurs d'informations ou les réseaux sociaux», a déclaré **Christa Schweng**, présidente du CESE.

Le CESE a approuvé les dernières initiatives de la Commission européenne, notamment la recommandation sur la sécurité des journalistes, présentée la semaine passée par la commissaire Věra Jourová. Le Comité s'est félicité du discours sur l'état de l'Union prononcé par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, dans lequel elle a annoncé le projet de loi européenne sur la liberté des médias.

Cependant, dans l'avis intitulé *Garantir la liberté et le pluralisme des médias en Europe* adopté lors de sa session plénière, le CESE a invité la Commission à appliquer les règles générales de conditionnalité et à imposer sans délai des sanctions budgétaires aux pays dans lesquels la liberté et le pluralisme des médias font face à de graves menaces.

Christian Moos, rapporteur de l'avis en question, a lancé un avertissement: «Des recommandations sur la protection et la sécurité des journalistes ne suffiront pas. Il n'y a plus de temps à perdre. Les États membres qui répriment la liberté des médias doivent être exclus du dispositif Next Generation EU. Le règlement sur la conditionnalité doit être appliqué. La Hongrie et la Pologne s'emploient activement à anéantir la liberté des médias, si ce n'est déjà fait. Leurs gouvernements doivent rétablir la démocratie et l'état de droit, faute de

quoi ces pays ne sauraient rester membres de l'Union européenne, laquelle garantit juridiquement la démocratie et l'état de droit, de même que, condition sine qua non à ces deux éléments, la liberté des médias.»

Si **M^me^ Majerczak** et **M. Gutiérrez** ont exprimé leur soutien à l'avis du CESE et aux mesures prises par l'Union pour garantir la liberté et le pluralisme des médias, ils ont toutefois souligné l'importance de veiller à ce que les recommandations de la Commission et le plan qu'elle a proposé ne restent pas lettre morte. (ll)



Passer de la parole aux actes grâce à la société civile – Christa Schweng, la présidente du CESE, salue les priorités et les ambitions formulées dans le discours sur l'état de l'Union

Le fort accent placé sur la reprise, l'union de la santé et la numérisation ainsi que la fermeté affichée concernant le respect de l'état de droit et l'importance accordée à l'avenir de l'Europe sont autant d'aspects abordés dans le discours sur l'état de l'Union dont le CESE se félicite et qui s'inscrivent dans le droit fil de ses priorités.

La mise en œuvre des réformes définies dans les plans nationaux pour la reprise et la résilience reste une priorité pour le CESE. À cet égard, il convient de prendre en compte les besoins des employeurs, des travailleurs et de la société civile en général.

«Ces réformes ne pourront être concrétisées qu'avec le soutien plein et entier de la société civile organisée», a déclaré **Christa Schweng**, la présidente du CESE.

La vitesse à laquelle ont été menés la recherche, la mise à disposition et le déploiement des vaccins contre la COVID-19 montre que l'Europe apporte des résultats concrets. La réalisation d'une véritable union de la santé, telle que la propose **Ursula von der Leyen**, la présidente de la Commission européenne, est l'une des principales priorités de l'actuel mandat du CESE.

S'agissant des investissements dans les technologies du futur, le CESE souligne que l'Union doit développer sa propre vision et stratégie en matière de souveraineté numérique, tout en restant ouverte au libre-échange et en soutenant le système multilatéral.

M^me^ Schweng se félicite par ailleurs de la fermeté affichée par la Commission européenne concernant l'état de droit. Nous devons défendre les valeurs européennes.

Pour le CESE, le succès futur du modèle économique et social européen dépendra en grande partie de notre capacité à travailler en partenariat et à établir des liens avec le reste du monde, depuis nos voisins les plus proches, comme les Balkans occidentaux, jusqu'à d'autres partenaires stratégiques sur le plan géopolitique. (at)



L’engagement renouvelé de l’UE en faveur de la lutte contre la traite des êtres humains doit produire des résultats tangibles

Le CESE soutient largement la nouvelle stratégie de l’UE pour la période 2021-2025 contre la traite des êtres humains, mais attire également l’attention sur l’importance d’intégrer la dimension sociale dans la politique.

Concernant les droits des victimes et la dimension sociale, la nouvelle stratégie de l’Union en matière de lutte contre la traite des êtres humains s’avère insuffisante. Le CESE estime que la situation des victimes n’est pas abordée systématiquement de manière humaniste tout au long de la stratégie.

Comme l’a souligné **Carlos Manuel TRINDADE**, le rapporteur du CESE,«La traite des êtres humains entraîne d’énormes souffrances chez les victimes; il s’agit d’une atteinte à leur dignité. C’est la raison pour laquelle la dimension sociale devrait être prise en compte dans le cadre de cette lutte».

Au vu de la hausse des profits et du nombre de victimes, le CESE salue la position de la Commission lorsqu’elle estime que la directive de l’Union relative à la lutte contre la traite des êtres humains doit être mise en œuvre dans tous les États membres et révisée en se fondant sur une évaluation approfondie des carences qui auront été détectées et des évolutions qui auront été constatées en la matière.

En outre, le CESE souligne la nécessité de renforcer les sanctions et approuve la mise en place de normes minimales au niveau de l’UE qui criminalisent les réseaux impliqués dans l’ensemble du processus de la traite et de l’exploitation des êtres humains.

Tenir compte de la dimension sociale dans la mise en œuvre de la stratégie

Le plan ne prévoit absolument aucune mesure pour reconnaître et faire respecter les droits des victimes, ce qui devrait pourtant constituer une préoccupation essentielle pour l’affirmation de la dignité humaine et des droits de l’homme. Il faut accorder aux victimes le droit de s’insérer dans leur société d’accueil, au moyen d’un processus adéquat d'intégration rapide.

L’avis souligne également l’importance de créer des conditions économiques et sociales décentes et adéquates pour les personnes dans les pays d’origine. Il s’agit en effet du principal moyen de limiter ou d’empêcher le recrutement des victimes de la traite des êtres humains.

Enfin, la nouvelle stratégie devrait reconnaître le soutien important apporté par les réseaux de solidarité au sein de la collectivité dans la protection, l’accueil et l’intégration des victimes, ainsi que le travail accompli par les organisations de la société civile. (at)



CESE: l’expression «retour volontaire» pourrait se muer en un euphémisme pour désigner des expulsions

Si le Comité économique et social européen (CESE) a salué les efforts déployés par la Commission pour harmoniser les mesures régissant le retour volontaire des migrants et leur réintégration dans leur pays d’origine, il a toutefois fait part de ses doutes quant à la faisabilité de certaines des propositions avancées et s’est déclaré préoccupé par le fait que les retours volontaires puissent se transformer en expulsions de migrants de l’Union européenne.

Le CESE a souligné que la majeure partie des procédures de retour volontaire n’étaient pas exécutées correctement, car les pays d’origine n’y sont pas suffisamment associés et les migrants en situation irrégulière sont souvent réticents à retourner dans leur pays.

Le CESE a présenté son point de vue dans l’avis intitulé «Stratégie de retour volontaire et de réintégration», adopté lors de sa session plénière de septembre, dans lequel il s’est penché de plus près sur la stratégie qui constitue l’un des principaux objectifs du nouveau pacte sur la migration et l’asile.

Le CESE a réitéré ses critiques précédemment formulées à l’encontre du pacte, lequel est axé, de manière quasi-exclusive, sur la lutte contre les situations irrégulières, qu’elle soit menée aux frontières ou qu’elle s’exerce par les retours, volontaires ou forcés, sans proposer d’approche globale de la gestion des migrations favorisant une mobilité régulière et sûre. Le CESE estime qu’il s’agit là d’une faiblesse stratégique de la politique de l’Union en matière de migration et d’asile.

«Nous devons gérer les irrégularités avant qu’elles ne se produisent. C’est-à-dire que nous devons garantir des voies sûres et efficaces d’entrée sur le territoire de l’UE. Si nous y parvenons, nous pourrions observer une diminution du nombre d’arrivées irrégulières», a affirmé **José Antonio Moreno Díaz**.

L’actuelle approche fragmentaire présente donc de multiples failles.

Les dispositifs incitatifs actuellement proposés aux pays d’origine risquent en réalité de les dissuader de consentir le moindre effort pour faire baisser les flux de migrants, puisque ces incitations sont prévues dans le cadre de programmes qui impliquent l’existence de personnes en situation irrégulière.
Le CESE s’est dit particulièrement préoccupé par l’objectif, énoncé dans le pacte, d’augmenter le nombre de retours volontaires rapides depuis les frontières extérieures de l’UE.

«Ces retours accélérés sont-ils réellement volontaires ou bien s’agit-il d’expulsions? Nous craignons que l’expression “retour volontaire” puisse se muer en un euphémisme, employé pour désigner des expulsions ou ouvrir la possibilité d’accorder une compensation financière aux pays de destination, lesquels recevront les personnes soumises à une décision de retour sans tenir compte ni de leurs souhaits, ni même, de manière encore plus préoccupante, de leurs droits, a déclaré **M. Moreno Díaz**.

En conclusion, le CESE a fait valoir que la coopération avec les pays tiers, en quelque domaine que ce soit, devait reposer sur un engagement de leur part à respecter le droit public international, ainsi qu’à assurer la protection des droits de l’homme et des libertés fondamentales.



L’IA en Europe: les décisions ne peuvent pas toutes se réduire à des zéros et des uns

Dans deux avis concernant des projets de législation de l’UE sur l’IA, le CESE plaide en faveur d’une interdiction totale de la notation sociale et d’un mécanisme de plainte et de recours pour les personnes qui ont subi un préjudice du fait d’un système d’IA.

Lors de sa session plénière de septembre, le CESE a accueilli favorablement la proposition de législation sur l’intelligence artificielle ainsi que le plan coordonné sur l’IA.

Le CESE estime que la nouvelle législation est réellement centrée sur la santé, la sécurité et les droits fondamentaux, et qu’elle a une portée mondiale dans la mesure où elle fixe une série d’exigences que les développeurs, en Europe et ailleurs, devront respecter s’ils souhaitent vendre leurs produits dans l’Union.

Selon le CESE, les propositions souffrent d’un certain nombre de faiblesses, notamment en ce qui concerne la «notation sociale». Le Comité attire l’attention sur le risque qu’une telle pratique se répande en Europe, comme c’est déjà le cas en Chine, où le gouvernement peut aller jusqu’à empêcher certains citoyens d’accéder aux services publics.

La proposition de législation sur l’intelligence artificielle interdit bel et bien la notation sociale par les pouvoirs publics en Europe, mais le CESE souhaiterait que cette interdiction soit étendue aux organisations privées et semi-privées afin que la notation ne puisse pas être utilisée pour déterminer, par exemple, si une personne peut prétendre à un crédit ou à un prêt hypothécaire.

Le CESE attire également l’attention sur les dangers de la liste d’IA «à haut risque», en signalant que l’approche consistant à dresser une telle liste peut aboutir à normaliser ou généraliser bon nombre de pratiques d’IA qui sont encore fortement critiquées. La reconnaissance biométrique, y compris la reconnaissance des émotions ou des affects, qui consiste à analyser les expressions faciales, le ton de la voix, l’attitude et les gestes d’une personne afin de prédire son comportement futur, de détecter des mensonges et même de déterminer si elle convient pour un emploi, serait autorisée, tout comme l’évaluation, la notation, voire le licenciement de travailleurs sur la base de l’IA, ou l’évaluation des étudiants lors d’examens.

En outre, les exigences qu’il est proposé d’appliquer à l’IA à haut risque ne peuvent pas toujours atténuer les effets néfastes de ces pratiques sur la santé, la sécurité et les droits fondamentaux. Il est donc nécessaire de mettre en place un mécanisme de plainte et de recours afin que les personnes ayant subi un préjudice du fait d’un système d’IA puissent contester les décisions qui sont prises exclusivement par un algorithme.

D’une manière plus générale, du point de vue du CESE, la législation sur l’intelligence artificielle part du principe qu’une fois que les exigences en matière d’IA à moyen et à haut risque sont respectées, l’IA peut,

dans une large mesure, remplacer la prise de décision humaine.

«Au CESE, nous avons toujours plaidé en faveur d'une approche de l'humain aux commandes en matière d'IA, car les décisions ne peuvent pas toutes se réduire à des zéros et des uns», souligne **Catelijne Muller**, auteure de l'avis du CESE sur l'IA. «Nombre d'entre elles ont une composante morale, de lourdes conséquences juridiques et des incidences sociétales majeures, par exemple en ce qui concerne l'application de la loi et le système judiciaire, les services sociaux, le logement, les services financiers, l'éducation et la réglementation du travail. Sommes-nous prêts à autoriser l'IA à remplacer la prise de décision humaine, même dans des processus critiques tels que l'application de la loi et le domaine judiciaire?» (dm)



En cette première «Journée européenne de l'agriculture biologique» le CESE souligne l'importance de systèmes alimentaires plus durables, plus équitables et plus inclusifs

Alors que l'Europe se remet lentement sur les rails après la crise de la COVID-19, il est grand temps de passer des paroles aux actes, et de mettre en œuvre la stratégie «De la ferme à la table». Le CESE plaide avec force en faveur d'un soutien à la transformation des systèmes alimentaires européens afin de les rendre plus durables sur les plans environnemental, économique et social. Il insiste également pour que les opérateurs de la filière alimentaire privilégient la coopération plutôt que la concurrence pour favoriser davantage de résilience et de durabilité au sein du système alimentaire, dans l'optique d'assurer une répartition équitable envers les opérateurs.

Le 23 septembre 2021, l'Union européenne a célébré sa première «Journée européenne de l'agriculture» et le CESE vient d'adopter deux avis, l'un sur le *Plan d'action pour le développement de la production biologique dans l'UE* et l'autre intitulé *«Vers une chaîne d'approvisionnement alimentaire équitable»*.

Les responsables politiques ont devant eux des opportunités considérables à saisir pour réaliser les transformations nécessaires. Nous nous trouvons à un moment critique pour la mise en œuvre d'une politique alimentaire globale.

De 8,5 à 25 % des terres agricoles de l'Union européenne dédiées à l'agriculture biologique: un objectif ambitieux

En adoptant la stratégie «De la ferme à la table» et la stratégie en matière de biodiversité, la Commission, agissant dans le cadre du pacte vert pour l'Europe, s'est fixé un objectif en matière de production biologique dans l'UE: consacrer au moins 25 % des terres agricoles de l'Union européenne à l'agriculture biologique d'ici à 2030.

«L'agriculture biologique a un rôle à jouer dans la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe. Il sera essentiel d'adopter une approche axée sur le marché pour pousser encore la demande des consommateurs et améliorer la confiance envers les produits biologiques» a déclaré Andreas Thurner,

rapporteur de l’avis du CESE sur la production biologique.

Le CESE insiste néanmoins sur la nécessité de disposer de ressources financières suffisantes pour que chaque Européen bénéficie de cette conversion de grande ampleur vers l’agriculture biologique. (mr)



La taxinomie de la finance durable: un outil essentiel pour soutenir les investissements verts et contrer le changement climatique

L’Union européenne a besoin de prendre d’urgence des mesures efficaces pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et juguler le changement climatique. Pour ce faire, le train de mesures sur la finance durable qui a été proposé par la Commission européenne pourrait potentiellement établir un cadre clair, cohérent et complet, qui, sans créer d’effets de verrouillage, donnerait à une économie plus verte un espace où s’épanouir.

Dans l’avis élaboré par **Stefan Back** et adopté lors de sa session plénière de septembre, le CESE soutient pleinement les mesures que la Commission a récemment proposées pour fixer des normes définissant les «activités économiques durables», mais, dans le même temps, il relève que certains points du dispositif, par leur complexité et leur coût, peuvent représenter un véritable défi, notamment pour les PME.

Le CESE explique qu’en matière d’investissements verts, il importe de définir clairement des critères techniques qui appuient directement les objectifs de l’Europe en matière de climat et sur lesquels les branches d’activité concernées et le secteur financier puissent aligner leurs pratiques. Étant donné que des confusions pourraient se produire si les normes ainsi fixées divergeaient des seuils d’exigence prévus dans la législation européenne, le CESE recommande qu’ils soient portés à un niveau plus élevé.

«Le train de mesures proposé par la Commission vise à donner aux investisseurs la possibilité de réorienter leurs investissements vers des technologies et des activités plus durables. Nous avons besoin d’outils efficaces, faciles à utiliser, novateurs et féconds, débouchant sur des résultats rapides et clairs. C’est dans cette optique que devrait être menée l’évaluation du règlement délégué relatif à la taxinomie de la finance durable», a souligné **M. Back**. (mp)



Le 8 forum de la société civile des Balkans occidentaux précise la place des Balkans occidentaux dans l'Union européenne

Le forum de la société civile des Balkans occidentaux du CESE, qui s'est tenu à Skopje le 30 septembre et le 1er octobre, a mis en lumière les perspectives indéniables d'adhésion à l'Union européenne de cette région, et la manière dont la société civile s'associe activement à cet effort.

Ce forum, organisé par le Comité économique et social européen en collaboration avec la Commission européenne et le Conseil de coopération régionale, s'est déroulé à un moment opportun, à quelques jours du sommet UE-Balkans occidentaux qui se tiendra à Brdo pendant la présidence slovène.

Zoran Zaev, Premier ministre de la République de Macédoine du Nord, a déclaré: «Le renforcement du processus d'adhésion, perspective d'Union européenne crédible pour les Balkans occidentaux, est un sujet opportun, en raison du blocage imposé aux élargissements.»

Christa Schweng, présidente du CESE, a affirmé le soutien univoque du Comité en faveur de l'élargissement de l'Union européenne aux pays de cette région.
«J'ai la ferme conviction que la place des Balkans occidentaux est dans l'Union européenne. Nous ne devons pas non plus oublier que toute discussion sur l'élargissement est implicitement une discussion sur l'avenir de l'Europe, et que la société civile, tant celle de cette région que celle de l'Union européenne, doit être pleinement associée à ce processus.»

Selon **Olivér Várhelyi**, commissaire européen au voisinage et à l'élargissement: «Le chemin vers l'Union européenne est long et complexe, et rempli d'obstacles. Mais ceux qui le parcourent s'y consacrent véritablement. Et pour moi, il ne fait aucun doute que l'avenir des Balkans occidentaux est l'Union européenne.»

En écho, **Gašper Dovžan**, secrétaire d'état auprès du ministère slovène des affaires étrangères, a indiqué que l'élargissement était une étape logique et un processus mutuellement bénéfique, nécessitant à la fois ambition et résilience.

Associer activement la société civile au processus d'adhésion est capital

Biljana Spasovska, directrice exécutive du réseau de développement de la société civile des Balkans (BCSDN), s'est dite inquiète de la réduction de l'espace et des financements accordés à la société civile, indiquant que les libertés fondamentales ont été remises en cause, en particulier au cours de la pandémie.

Les participants au forum ont souligné l'importance de garantir la liberté d'association et de garantir un espace civique de nature à permettre celle-ci.

Les orientations en faveur de la mise en œuvre du programme en matière d'environnement et du plan économique et d'investissement (PEI) ont également été évoquées. Leur succès dépend toutefois d'une

intégration pleine de sens et de l'association active de la société civile à l'élaboration des politiques.

Les financements publics destinés aux organisations de la société civile ont besoin d'être réformés dans tous les pays de la région concernée, et la société civile doit être indépendante et libre de toute influence politique.

La déclaration finale du 8e Forum de la société civile des Balkans occidentaux se trouve ici. (at)



Le CESE devient membre de l'alliance européenne pour les matières premières

Le 1er octobre 2021, le Comité économique et social européen (CESE) a officiellement annoncé sa participation à l'alliance européenne des matières premières (ERMA). Celle-ci a été créée le 29 septembre 2020 par la Commission européenne afin de favoriser la résilience et l'autonomie stratégique de l'approvisionnement en matières premières critiques destinées à l'industrie et aux ménages de l'Union européenne. L'alliance comprend actuellement plus de 500 membres issus de l'Union européenne et d'autres pays.

À la lumière des travaux effectués par le CESE dans le cadre de l'avis CCMI 177, l'alliance a demandé à y être officiellement associée, en y participant sous le statut d'observateur. Le bureau du CESE a nommé **Andrés Barceló Delgado** (ES-I) en qualité d'observateur du CESE au sein de l'alliance, compte tenu de ses travaux antérieurs, pour plusieurs avis du CESE relatifs au sujet des matières premières. M. Barceló Delgado sera soutenu dans sa tâche par **Norbert Kluge** (DE-II) et **Kestutis Kupsys** (LT-III); leur contribution sera coordonnée.



Courir ensemble pour une Europe meilleure

Cette année a vu la 41e édition des 20 km de Bruxelles, qui s'est tenue le 12 septembre. La course a été consacrée à deux campagnes. La première visant à promouvoir la conférence sur l'avenir de l'Europe sous le slogan «L'avenir est entre vos mains», et la deuxième visant à soutenir l'action contre le cancer, en levant 10 000 EUR pour lutter contre le cancer et soutenir la recherche. 10 EUR de chaque inscription sont allés directement à TÉLÉVIE, une manifestation caritative organisée en Belgique francophone et au Luxembourg par RTL-TVI depuis 1989 au profit de la recherche scientifique contre le cancer chez les enfants et les adultes.

Plus de 22 000 coureurs représentant plus de 100 nationalités, ainsi que des marcheurs, des handbikers et des personnes en fauteuil roulant se sont rassemblés pour arpenter les rues de Bruxelles. Plus de 800 membres du personnel des différentes institutions européennes ont participé à la course en arborant le dossard de l'équipe «Running for Europe».

L'édition de cette année a été remportée par Amaury Paquet de Liège (Belgique), qui a fini la course en 59 mn 31 s, soit le troisième meilleur temps historiquement. Dans la course féminine, Florence De Cock, elle aussi de Liège, a terminé première avec un temps de 1 h 09 mn 50 s.

Le CESE a été représenté par son vice-président **Cillian Lohan**, qui avec **Stefaan De Rynck**, chef de la représentation de la Commission européenne en Belgique, a donné le départ. Les coureurs ont également été salués par **Jaume Duch**, directeur général de la communication au Parlement européen, et par la **reine Mathilde de Belgique**, qui a également participé à la course.

La prochaine édition de cet événement sportif et humanitaire aura lieu le 29 mai 2022. (ehp)

NOUVELLES DES GROUPES



Les employeurs européens s'interrogent sur les aspects pratiques du paquet «Ajustement à l'objectif 55»

Arnold PUECH d'ALISSAC (groupe des employeurs du CESE)

Quelques semaines après la présentation des propositions législatives du paquet «Ajustement à l'objectif 55» – le train de mesures liées au fond de relance au moyen duquel la Commission européenne propose d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de CO_2 de 55 % d'ici 2030, les employeurs européens, qui sont en train d'analyser les mesures annoncées, soutiennent totalement la direction prise, mais s'interrogent néanmoins sur de nombreux points pratiques.

L'industrie européenne est déjà à la pointe des investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, dans l'hydrogène, dans le captage et le stockage du CO_2. Pour cette raison, il faut donc éviter à tout prix une approche idéologique, déjà très présente de manière bipartisane sur les dossiers climat et énergie liés au pacte vert, qui risque de détériorer de manière irréversible des filières de production entières, avec de grands risques pour l'emploi, la société et la reprise économique, qui pourrait être mise à mal.

Il convient notamment de noter que, selon certaines estimations, l'objectif de 55 % pourrait impliquer des investissements de plus de 3500 milliards d'EUR d'ici 2030, alors que les ressources publiques disponibles

ne dépassent pas 1000 milliards d'EUR, soit moins d'un tiers du montant nécessaire.

Il importe de comprendre que l'industrie européenne, avec son innovation technologique en matière de produits et de processus de production, constitue la solution et non le problème pour atteindre les objectifs de décarbonation. Les moyens alloués dans le cadre des programmes nationaux de réforme ne sont pas suffisants pour mener la transition écologique du secteur industriel.

Dès lors, il est indispensable d'agir en définissant un cadre réglementaire harmonisé et flexible afin de mettre en place un marché de l'énergie véritablement intégré, une égalité des conditions de concurrence vis-à-vis des pays qui ne partagent pas les ambitions de la Commission sur le climat, notamment pour les secteurs à forte intensité d'émissions et, troisièmement, des politiques d'investissement et d'innovation visant à rendre les écosystèmes industriels européens plus résilients et plus dynamiques sur le plan technologique.

Vous trouverez l'article complet à l'adresse suivante: https://europa.eu/!QC7Fpd

---



Point de vue des travailleurs sur le discours sur l'état de l'Union 2021

Par le groupe des travailleurs du CESE

S'il aborde la quasi totalité des défis majeurs que doit relever l'Europe, le discours sur l'état de l'Union 2021 manque d'ambition et de la clarté.

Les réformes structurelles sont certes importantes, mais le plan de relance et de reconstruction présenté dans l'exposé de position du groupe des travailleurs et dans la contribution du CESE au programme de travail de la Commission européenne pour 2022 devrait se concentrer sur la lutte contre les inégalités et la pauvreté ainsi que sur la création d'emplois, et accorder une attention particulière aux groupes vulnérables ou encore à l'augmentation de la pauvreté au travail.

Le discours a passé sous silence l'amélioration de la mise en œuvre du plan d'action sur le socle européen des droits sociaux et le renforcement de la protection des travailleurs de plateforme. L'absence de référence à la justice et à l'équité sociales se reflète dans la lettre d'intention, dont les propositions ne vont guère au-delà de la mise en œuvre des accords de l'OCDE en matière d'imposition.

S'il convient de saluer ces accords, l'Union européenne devrait toutefois jouer le rôle de chef de file dans ce domaine. Il est évident que certains États membres tenteront de résister à toute action visant à réduire l'évasion fiscale, mais sans courage politique de la part du pouvoir exécutif, rien ne sera possible.

Les informations relatives à une interdiction du travail forcé méritent d'être saluées. Cette interdiction devrait être reliée au devoir de diligence et à la garantie des droits de l'homme dans le monde entier, et des propositions supplémentaires devraient être présentées pour lutter contre le travail précaire et les stages non rémunérés. Les mesures en lien avec le changement climatique sont certes urgentes, mais celles en matière sociale dont elles doivent être assorties le sont tout autant: à moins de vouloir favoriser à l'échelle

de l’Europe un mouvement de type «gilets jaunes», nous devons lutter avec détermination contre la précarité énergétique et prévoir des moyens et des mesures réglementaires effectifs et suffisants.

Le chemin à parcourir est encore long, et nous ne pouvons rester inactifs alors même que des millions d’Européens peinent à se chauffer, que les systèmes de négociation collective sont affaiblis, que des grandes entreprises pratiquent l’évasion fiscale et que les carburants fossiles continuent de recevoir des subventions. Nous ne pouvons rester inactifs alors même que plus de la moitié de la population mondiale n’est toujours pas vaccinée. La solidarité doit être notre boussole afin de garantir un avenir plus juste pour tous. (pr)



Répondre à l’urgence du changement climatique: nulle part où se réfugier

Déclaration du groupe «Diversité Europe»

«Il est incontestable que l’influence humaine a provoqué le réchauffement de l’atmosphère, des océans et de la terre. Le changement climatique touche d’ores et déjà toutes les régions habitées dans le monde, l’influence humaine contribuant aux nombreux changements des conditions météorologiques et climatiques qui ont été observés» (Sixième rapport d’évaluation du GIEC, août 2021).

Le changement climatique est déjà en cours et il n’y a nulle part où se réfugier. Inondations, incendies, sécheresses et ouragans de grande ampleur et réguliers. Ainsi va le monde lorsque la température est de 1,1 à 1,3 °C plus élevée qu’à l’époque où la machine à vapeur a été inventée. Il est aujourd’hui impossible d’ignorer l’impact du changement climatique sur notre vie quotidienne. Mais nous ne pouvons pas non plus imaginer cet impact, même si nous atteignons l’objectif de l’accord de Paris visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. L’avenir de notre planète est très menacé et nous n’avons pas d’autre choix que de mettre en œuvre nos promesses communes.

La réduction des émissions, même à des taux plus rapides, ne suffira pas. Nous devons également investir massivement dans l’élaboration de plans d’urgence et dans l’adaptation au changement climatique. Cela impliquera un changement des mentalités: investir aujourd’hui et en retirer les bénéfices lors de la prochaine génération. Mais nous devons investir, en augmentant les ressources financières durables et en étant soutenus par des engagements forts de la part des pouvoirs publics, des entreprises, de la société civile et des citoyens. Le pacte vert pour l’Europe et le paquet «Ajustement à l’objectif 55» sont à la fois nécessaires et urgents. Par ailleurs, l’Union européenne devrait...

Déclaration du groupe «Diversité Europe»

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



L’avenir est entre vos mains: de quel type d’Europe rêvez-vous?

Les 18 et 19 novembre, le Comité économique et social européen organisera son séminaire «Connecter l’UE», anciennement séminaire des attachés de presse de la société civile, qui réunit chaque année des communicateurs d’organisations de la société civile représentées ou liées au CESE. Cette manifestation se déroulera à la Fondation Gulbenkian à Lisbonne.

«De quel type d’Europe rêvez-vous? La société civile et la conférence sur l’avenir de l’Europe »: c’est sous cette bannière que le séminaire «Connecter l’UE» se penchera sur trois des neuf thèmes proposés pour les débats avec les citoyens dans le cadre de la conférence. Ces thèmes sont les suivants:

- la santé;
- une économie plus forte, justice sociale et emploi;
- la démocratie européenne.

Le CESE estime que ces questions sont parmi celles qui tiennent le plus à coeur aux citoyens européens. Elles seront abordées dans le cadre de trois tables-rondes auxquelles participeront des représentants des universités, de la recherche, des médias et des ONG.

Le CESE entend marquer son profond attachement à la conférence sur l’avenir de l’Europe en tant que vecteur essentiel pour regagner la confiance et le soutien des citoyens à l’égard de l’Union européenne. L’espoir qui prévaut est que les participants, tant ceux présents à Lisbonne que ceux qui suivront le séminaire en ligne, communiqueront les enseignements qui en seront tirés aux membres de leur organisation. L’événement pourra ainsi contribuer à associer davantage d’Européens au débat sur l’avenir de l’Europe, en les aidant à formuler leurs idées, leurs souhaits, leurs préoccupations et leurs attentes quant à l’Europe dont ils rêvent.

Pour en savoir davantage sur le séminaire 2021 «Connecter l’UE»: http://www.eesc.europa.eu/fr/node/93131 (ll).



Canaliser les ressources financières vers des investissements verts et sociaux

Le secteur industriel sera confronté à des défis majeurs en raison des mesures prises par l'UE pour remédier à la crise climatique. Comment développer la finance durable pour contribuer à la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe tout en veillant à ce que l'industrie européenne reste compétitive? Un webinaire du CESE, le 18 octobre, abordera cette épineuse question.

La finance durable vise à soutenir la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe en canalisant les investissements privés vers des entreprises et des projets qui étayent la transition vers une économie juste, neutre pour le climat, résiliente au changement climatique et efficace dans l'utilisation des ressources, un défi auquel doivent faire face conjointement le secteur financier, les entreprises, les autorités de régulation et les citoyens.

Lors de ce webinaire intitulé «**Canaliser les ressources financières vers des investissements conformes aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance**», les intervenants et les parties prenantes externes participant via visioconférence discuteront des meilleures manières de parvenir à ces synergies et de développer une telle finance durable.

Ce webinaire est le troisième d'une série de manifestations sur une nouvelle stratégie industrielle de l'UE que le CESE organise pour contribuer à façonner une politique industrielle de l'UE tournée vers l'avenir au lendemain de la crise de la COVID-19. Cette série s'achèvera par une grande conférence en mars 2022, au cours de laquelle le CESE débattra de ses conclusions avec la présidence française de l'UE et la Commission européenne.

Pour en savoir davantage et/ou vous inscrire à ce webinaire: lien
Pour mieux connaître la série de webinaires: La voie vers notre avenir industriel.



Les enjeux géopolitiques du pacte vert pour l'Europe

Le pacte vert pour l'Europe aura inévitablement une incidence sur nos relations extérieures. Une conférence hybride organisée conjointement par le CESE et le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations unies (SDSN), qui se tiendra à Bruxelles le 6 décembre prochain, offrira l'occasion d'évaluer l'ampleur de cet impact.

L'objectif du pacte vert pour l'Europe consiste à décarboner l'économie européenne et à dissocier la croissance économique de l'utilisation des ressources, tout en veillant à ce qu'aucun citoyen ni aucun territoire ne

soit laissé de côté. En procédant à la transformation industrielle de son propre marché, l'Europe entend se poser en modèle pour d'autres acteurs mondiaux.

Les relations qu'entretient l'Union européenne avec le reste du monde seront inévitablement influencées par le recours à des sources d'énergie vertes, en ce compris l'introduction du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, ainsi que par des accords commerciaux de nouvelle génération, plus respectueux de l'environnement, une future révolution dans le secteur des transports et des nouveaux défis et possibilités en matière d'emploi.

Des intervenants issus de l'Union européenne, du Réseau de solutions pour le développement durable des Nations unies (SDSN), du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et diverses autres organisations gouvernementales et non gouvernementales débattront de ces évolutions sans précédent dans l'élaboration des politiques européennes.

Pour clore la conférence, **Christa Schweng**, présidente du CESE, **Dimitris Dimitriadis**, président de sa section des relations extérieures, et d'autres membres éminents du Comité feront part de leurs observations finales.

Pour en savoir davantage sur cette manifestation et/ou vous y inscrire: https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/la-geopolitique-du-pacte-vert. (dv/dm)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Katerina Serifi (ks)
Jasmin Kloetzing (jk)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Pablo Ribera Paya (prp)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Katerina Serifi (ks)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

09/2021